Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n° 18

Aide humanitaire et développement rural : faire face aux nouveaux enjeux

Mercredi 12 mai 2010 – 8h30 – 13h00
Commission européenne, Bâtiment Borschette, Rue Froissart, 36 – Salle 1A
http://brusselsbriefings.net

Contexte

Le nombre et la fréquence des catastrophes augmentent, avec des conséquences graves sur les pays les plus vulnérables. Selon Munich Re[1], les pertes économiques dues aux catastrophes des années 1990 atteignent 608 milliards USD, soit plus que les pertes totales des quatre décennies précédentes réunies[2]. On compte 414 catastrophes naturelles en 2007, contre 394 en moyenne pour la période 2000-2006. Au niveau mondial, le nombre moyen de catastrophes climatiques majeures telles que les ouragans, les inondations et les sécheresses est à présent trois fois plus élevé qu'au début des années 1980. Les pertes sont encore plus importantes, avec une augmentation moyenne de 11 % par an depuis 1980. Ainsi, pour la période 1980-2008, l'ensemble des catastrophes naturelles dues à des événements climatiques ont entraîné des pertes d'environ 1 600 milliards USD en valeur originale, dont des pertes assurées d'approximativement 465 milliards USD. Entre 2000 et 2008 uniquement, les pertes totales atteignent plus de 750 milliards USD, dont environ 280 milliards USD de pertes assurées[3]. Selon les estimations disponibles les plus élevées[4], 18 milliards USD au total ont été dépensés en aide d'urgence en 2008, pour plus de 50 catastrophes naturelles et conflits dans le monde. La plupart des experts s'accordent pour affirmer que le nombre de catastrophes augmentera, le changement climatique et le réchauffement planétaire générant des événements climatiques plus graves. Les catastrophes affectent le développement économique des pays en développement en frappant leurs infrastructures, leur productivité et leur croissance. Elles ralentissent également les progrès vers les huit objectifs du millénaire pour le développement, visant à combattre la pauvreté extrême d'ici 2015. Entre 1994 et 2003, 255 millions de personnes dans le monde en moyenne ont été frappées par des catastrophes naturelles, dans une fourchette de 68 à 618 millions. Durant la même période, ces catastrophes ont coûté la vie à 58 000 personnes en moyenne chaque année, allant de 10 000 à 123 000 morts[5]. Ces dix dernières années, on estime à 67 milliards USD par an en moyenne les dommages causés par des catastrophes, entre 28 et 230 milliards USD. Le coût économique associé aux catastrophes naturelles est 14 fois plus élevé que dans les années 1950.

Le changement climatique entraînera une augmentation des catastrophes

Le réchauffement planétaire intensifie la fréquence et la gravité des extrêmes, et donc des catastrophes, climatiques. Ce sont les pauvres qui sont le plus sévèrement frappés par le changement climatique. L'impact de celui-ci devrait surtout affecter la sécurité alimentaire, la productivité des cultures agricoles d'exportation, la santé, ainsi que la sécurité et la qualité de l'eau. Les inondations et les sécheresses devraient par ailleurs faire augmenter le nombre de personnes déplacées. Ces prochaines décennies, le changement climatique devrait exacerber les risques de catastrophes, du fait non seulement de la plus grande fréquence et intensité des événements, mais également de la plus grande vulnérabilité aux

---

[1] L'un des plus grands réassureurs au monde
[2] Centre belge de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED)
Base de données NatCatSERVICE de Munich Re
[4] http://www.globalhumanitarianassistance.org/uploads/gha-report-2009-2nd.pdf
[5] *« Thirty years of natural disasters 1974-2003 : The numbers »,* D. Guha-Sapir, D. Hargitt, P. Hoyois, Presses universitaires de Louvain, 2004

dangers existants. Des ouragans et des inondations plus fréquents et des sécheresses plus longues peuvent éroder la capacité de préparation, de réponse et de reconstruction des communautés confrontées à une succession d'événements dangereux.
Le changement climatique et les catastrophes contribuent également au déplacement forcé comme stratégie de survie. Les migrants pour raisons environnementales et les réfugiés sont des individus qui, pour des raisons induites par des changements environnementaux soudains ou progressifs affectant négativement leur vie et leurs conditions de vie, sont contraints ou choisissent de quitter leur domicile habituel, temporairement ou de façon permanente, pour se déplacer à l'intérieur de leur pays ou à l'étranger[6]. Davantage de gens doivent quitter leur foyer à cause de catastrophes environnementales que de la guerre. On estime qu'environ 25 millions de gens pourraient actuellement être considérés comme réfugiés environnementaux[7] et que 150 millions perdront leur logement à cause du changement climatique d'ici 2050[8].

Les catastrophes creusent la pauvreté et l'insécurité alimentaire
Les catastrophes sont de plus en plus reconnues comme un facteur fondamental entravant le développement et contribuant à la pauvreté. Les moteurs complexes et multiples de vulnérabilité comprennent : la dégradation environnementale, telle que la déforestation, la dégradation des pâturages et des terres agricoles et la désertification ; les pressions démographiques ; les conflits et le déplacement de populations, entraînant la destruction de biens ; les conflits pour les ressources naturelles et l'inégalité d'accès à ces ressources ; la destruction de structures politiques et économiques ; la perte de moyens de subsistance ; l'accès limité à l'information (notamment relative au climat, au changement climatique, aux marchés, ainsi qu'aux épidémies de nuisibles et de maladies) ; la vulnérabilité économique due au manque de diversification et à l'indisponibilité d'assurances ou de prêts, d'infrastructures de base et de services sociaux tels que les soins de santé ; la limitation de l'éducation, des compétences et de l'accès aux services financiers et aux marchés ; des politiques gouvernementales, des capacités et une coordination inadéquates ; et les inégalités sociales et de genre, qui réduisent l'influence et la capacité d'adaptation des plus vulnérables.
La capacité à faire face aux risques de catastrophes et à le limiter est moindre dans les pays pauvres. Les plus désavantagés sont donc les plus affectés et souffrent le plus de l'augmentation de la pauvreté et de la malnutrition. Les catastrophes creusent le fossé de la pauvreté au sein de la population et font rapidement augmenter le taux de pauvreté, en particulier dans les zones sensibles. La pauvreté et la vulnérabilité aux catastrophes sont totalement liées et se renforcent mutuellement (Wisner et al., 2004). Les pauvres sont contraints d'exploiter des ressources environnementales pour survivre, augmentant dès lors le risque de catastrophes et l'exposition à celles-ci, en particulier les inondations, les sécheresses et les glissements de terrain. La déforestation et l'agriculture sur les terres marginales ou la destruction de forêts pour la collecte de bois de chauffe sont souvent engendrées, ou du moins exacerbées, par la pauvreté. Ces pratiques affectent directement l'environnement naturel et peuvent endommager la base de ressources dont dépendent précisément ces pauvres. En effet, les communautés rurales, tributaires d'activités basées sur les ressources, sont celles qui souffrent le plus de l'impact des catastrophes (Shaw, 2006). En 2005, plus de 30 millions d'Africains ne pouvaient satisfaire leurs besoins immédiats sans l'aide humanitaire (DFID). Les conflits intensifient le risque d'instabilité de l'approvisionnement en nourriture et les pays en situation conflictuelle et post-conflictuelle ont tendance à pâtir de l'insécurité alimentaire, plus de 20 % de la population, et souvent bien davantage, n'ayant pas un accès suffisant à une alimentation adéquate (IFPRI, 2006). Les pays confrontés à des conflits civils ne peuvent satisfaire leurs besoins de base et importent largement de la nourriture. De plus, le transport de marchandises est dangereux et la situation n'est pas assez sûre pour permettre aux agriculteurs d'investir. 33 pays sont actuellement confrontés à une crise de sécurité alimentaire, dont 14 depuis plus de dix ans[9]. Lorsque les situations d'urgence se prolongent sur de telles périodes, les systèmes humanitaires et de développement traditionnels ne permettent pas d'apporter des réponses efficaces et les efforts devraient se focaliser sur des stratégies de long terme et sur le développement des institutions locales.

---

[6] Organisation internationale pour les migrations
[7] *World Disasters Report 2001-* International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies
[8] Environmental Justice Foundation (EJF), *« No Place Like Home - Climate Refugees. Where next for climate refugees ? » 2008* , http://www.ejfoundation.org/page590.html
[9] « *When Emergencies Last for Decades – How to improve food security in protracted crises* », FAO, février 2010.

Vers des interventions plus efficaces

Les stratégies de réduction du risque de catastrophes visent à minimiser les effets sur les communautés de dangers naturels tels que les tremblements de terre et les cyclones en limitant la vulnérabilité de ces communautés à la perte de vies humaines et de subsistance, dans un contexte large de développement durable. Ces stratégies peuvent nécessiter la protection et la diversification des moyens de subsistance, notamment via la diversification des cultures et la lutte contre l'insécurité alimentaire chronique. Il est également essentiel de s'attaquer aux causes des événements dangereux, par exemple en limitant la probabilité de glissements de terrain grâce à la reforestation ou en garantissant des pratiques adaptées d'élagage et d'utilisation de l'eau dans les zones vulnérables à la sécheresse.

« Il n'est pas facile de développer une culture de la prévention. Les coûts de la prévention doivent être supportés aujourd'hui, alors que leurs bienfaits n'apparaîtront que dans un avenir lointain. De plus, ces bienfaits ne sont pas tangibles. Il s'agit des catastrophes qui n'ont PAS eu lieu. » (Kofi Annan, 1999). Les gouvernements peuvent compter sur la communauté internationale pour faire face à une catastrophe, ce qui peut les dissuader d'investir dans la prévention. La réduction des risques de catastrophes est une stratégie de long terme et peu visible. La réponse aux catastrophes, en revanche, est très visible et bénéficie donc d'une attention politique plus grande.

Les donateurs n'ont pas les instruments leur permettant d'obtenir de meilleurs résultats. La plupart des interventions actuelles s'inscrivent dans trois catégories : (i) l'aide humanitaire, qui néglige les considérations de long terme ; (ii) l'aide au développement, qui dépend d'institutions étatiques bien établies ; et (iii) les activités de développement des nations, qui se focalisent davantage sur le rétablissement du secteur public que sur la source du problème. Aucun de ces instruments ne peut à lui seul combattre efficacement l'insécurité alimentaire. Les décideurs politiques doivent intervenir à deux niveaux : améliorer l'accès à la nourriture via des mesures de soutien immédiat et lutter contre les causes profondes de la crise via des interventions structurelles à plus long terme. C'est pourquoi il faut absolument améliorer la coordination entre l'ensemble des parties prenantes et revoir l'évolution de l'architecture du système humanitaire international à la lumière de la diversité grandissante de ses acteurs. Le renforcement de la participation des partenaires et des institutions locales sera l'un des éléments clés permettant de briser le cercle vicieux des urgences continuelles et perpétuelles. En outre, l'architecture actuelle de l'aide doit être revue, afin de faire efficacement le lien entre les interventions de long et de court terme[10]. Le coût des catastrophes et les bienfaits de la réduction des risques de catastrophes sont de plus en plus évidents[11].

Les programmes de réduction des risques de catastrophes sont à même de réduire l'impact des catastrophes dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Ils disposent d'infrastructures et de services de meilleure qualité, ainsi que de systèmes d'alerte précoce efficaces pouvant être utilisés par les communautés locales.

Le rôle central des systèmes d'information

L'information est essentielle à tout type de réponse d'urgence. En l'absence d'informations de bonne qualité, il est impossible de savoir qu'une urgence survient, et encore moins d'y répondre. Les recherches récentes ont amélioré notre compréhension des exigences de l'information, et plusieurs initiatives majeures visent à améliorer sa qualité. De meilleures informations et/ou une meilleure gestion environnementale pourraient efficacement faciliter la réduction des risques de catastrophes, les réponses post-catastrophes et les efforts de reconstruction environnementale et humanitaire. L'information est essentielle à tout type de réponse d'urgence. Les exercices cartographiques permettent l'identification de foyers de famine ou de pauvreté et les images satellites ou les cartes digitales enrichissent le contenu informationnel des cartes et fournissent des informations précieuses. Les avancées rapides des technologies de l'information et des communications, en particulier les systèmes d'information géographique (SIG), révolutionnent le potentiel d'analyse des dangers, des risques et de la vulnérabilité, en prévoyant les catastrophes. Les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire sont fondamentaux et comprennent l'analyse de base de la vulnérabilité ; les alertes précoces, informations nécessaires pour

[10] http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900sid/OCHA-836LLR/$file/FAO_feb2010.pdf?openelement

[11] « *The Costs and Benefits of Disaster Risk Reduction* », Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, 2007.

la prévision ; la détection précoce et l'atténuation des impacts des chocs afin qu'ils ne dégénèrent pas en crises humanitaires, ainsi que le déploiement de ressources d'évaluation des risques et des besoins d'urgence afin de quantifier les besoins immédiats de l'aide d'urgence et d'apporter une réponse adaptée.

Objectifs du briefing
Afin d'améliorer le partage de l'information et de promouvoir le réseautage, le CTA, la DG Développement de la CE, la présidence de l'UE, le Secrétariat ACP, Concord et IPS organisent des briefings bimensuels sur des questions et des enjeux clés du développement rural dans le contexte de la coopération UE/ACP. Le briefing du 12 mai 2010 portera sur l'aide humanitaire et le développement rural et visera à : (i) sensibiliser sur les principaux enjeux existants et émergents ; (ii) promouvoir l'échange d'information et le d'expertise ; (iii) alimenter le débat sur les divers points-de-vue sur les options politiques.

Groupe cible
Plus de 100 décideurs ACP-EU, représentants des États membres de l'UE, groupes issus de la société civile, réseaux de recherche, acteurs de terrain dans le domaine du développement et organisations internationales basées à Bruxelles.

Sources disponibles
Les informations et les commentaires fournis avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : http://bruxellesbriefings.net/. Un rapport succinct et un document de fond en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion. Des articles publiés dans des médias européens et ACP disséminent largement les résultats des discussions.

Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n° 18

Aide humanitaire et développement rural : faire face aux nouveaux enjeux

Mercredi 12 mai 2010 – 8h30 – 13h00
Commission européenne, Bâtiment Borschette, Rue Froissart, 36 – Salle 1A
http://brusselsbriefings.net

8h00-8h30 Inscription
8h30-8h45 Remarques introductives des organisateurs
08h45-10h30 Panel 1 – Aide humanitaire et développement rural : tendances et enjeux
Le nombre et la fréquence des catastrophes naturelles augmentent. La croissance démographique, le changement climatique et la rareté des ressources naturelles intensifieront les besoins humanitaires et l'aide alimentaire, en particulier dans les pays les plus vulnérables. Ce panel examinera les tendances actuelles, les principaux acteurs et les enjeux des réponses d'urgence.
Intervenants :

- Aide humanitaire mondiale : architecture, principaux acteurs et tendances
  Jan Kellett, coordinateur de programme, Global Humanitarian Assistance, Royaume-Uni
- Coordination de la réponse post - catastrophe : progrès et défis futurs
  Doekle Wielinga, Coordinateur de l'équipe « Reconstruction Durable », *Dispositif mondial de réduction des catastrophes et de reconstruction de la Banque mondiale*
- Lier réponses d'urgence, reconstruction et développement : une perspective de la Croix rouge
  Kiflemariam Amdemariam, expert senior sur la réduction des risques en matière de sécurité alimentaire, Fédération internationale des sociétés de la Croix rouge et du Croissant rouge
- Répondre aux questions de long terme dans des contextes de crise humanitaire : améliorer l'analyse et les réponses en matière de sécurité alimentaire
  Luca Alinovi, expert, division en charge de l'économie, FAO

10h30-10h45 Pause café

10h45-13h00 Panel 2 – Enseignements et options politiques futures
Dans le contexte de la nouvelle communication de la Commission européenne sur l'aide humanitaire alimentaire, ce panel discutera des enseignements tirés des catastrophes naturelles récentes et des besoins permettant une reconstruction à long terme, avec des institutions fortes capables de garantir la préparation et la réponse efficace aux catastrophes. Le panel se penchera sur la nécessité d'une coordination entre les donateurs et les acteurs.
Participants :

- De l'aide alimentaire humanitaire à la sécurité alimentaire à long terme
  Nicholas Weatherill, DG ECHO, Marc Debois, DG Développement, Jacques Prade, DG Europaid, Commission européenne
- Réhabilitation du secteur agricole et des zones rurales : leçons tirées des expériences récentes ?
  Laurent Thomas, directeur, division des opérations d'urgence et de la réhabilitation, FAO
- Permettre aux petits agriculteurs de fournir des aliments et réduire les risques
  Laura Melo, expert communication, « Achats pour le progrès », Programme alimentaire mondial
- Nouveaux défis des organisations humanitaires de la société civile
  Kathrin Schick, directrice, Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies (VOICE)

Conclusions

13h00-14h00 Déjeuner